

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES**

PRÉFECTURE DE LA MARNE

bureau de l'environnement
et de l'aménagement du territoire

2004-06-CARRIERE

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA SOCIETE ARGIDEC A EXPLOITER
UNE CARRIERE SUR LA COMMUNE DE MARGERIE-HANCOURT**

Le préfet
de la région Champagne-Ardenne,
préfet du département de la Marne,
chevalier de la légion d'honneur,

Vu

- le code de l'environnement ;
- le code minier ;
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié par l'arrêté du 24 janvier 2001, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières ;
- l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation installations classées ;
- le schéma départemental des carrières de la Marne approuvé par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1998 et l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2001 ;
- la demande présentée le 18 novembre 2002 et complétée le 10 mars 2003 par des plans par Monsieur Jérôme MARTIN, directeur général, agissant au nom et pour le compte de la S.A. ARGIDEC dont le siège social est situé Z.I. Chemin des Marais 51370 SAINT-BRICE-COURCELLES, à l'effet d'être autorisé à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argiles sur le territoire de la commune de MARGERIE-HANCOURT ;
- l'avis sans objection formulé le 2 juin 2003 par le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- l'avis favorable formulé le 19 juin 2003 par le directeur départemental de l'équipement ;
- l'avis favorable formulé le 2 juin 2003 par le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- l'avis favorable formulé le 27 juin 2003 par M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- l'avis formulé le 10 juillet 2003 par le directeur régional des affaires culturelles faisant référence à l'arrêté préfectoral relatif à l'archéologie ;
- l'avis favorable formulé le 24 juin 2003 par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales ;
- l'avis sans remarque particulière formulé le 22 juillet 2003 par Monsieur le directeur départemental de l'équipement de la Haute-Marne, au titre de l'entretien et l'exploitation des infrastructures ;

- l'avis formulé le 17 Juillet 2003 par Monsieur le président du Conseil Général de la Marne, dans le cadre de la Direction des infrastructures et du Patrimoine ;
- l'avis favorable du 11 août 2003 de la Direction régionale de l'environnement,
- les avis des conseils municipaux des communes concernées (Brandonvillers, Margerie Hancourt, Arrembécourt, Joncreuil et Chavanges) ;
- les observations présentées au cours de l'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 7 août 2003;
- les réponses aux différents avis de la société ARGIDEC du 1er décembre 2003 ;
- le rapport de l'inspection des installations classées du 30 janvier 2004;
- l'avis favorable de la commission départementale des carrières du 19 février 2004;

Considérant :

- que les dangers ou inconvénients que présentent les installations peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Le demandeur entendu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département de la Marne ;

ARRETE

TITRE I - PRESCRIPTIONS GENERALES

Article 1 - Autorisation d'exploiter

La S.A. ARGIDEC, dont le siège social se situe Z.I. Chemin des Marais 51370 SAINT-BRICE-COURCELLES, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argiles portant sur partie ou la totalité de la surface des parcelles suivantes :

- . Lieux-dits : "Le Bois de Margerie " et "Genevret "
- . Section : C
- . Parcelles : 7 pp, 163 pp, 44 pp

représentant une superficie cadastrale totale de 15 ha 13 a 39 ca et située sur le territoire de la commune de MARGERIE-HANCOURT.

Un plan cadastral précisant les parcelles concernées est annexé au présent arrêté.

L'autorisation porte sur les activités suivantes :

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques
2510-1 autorisation	Exploitation de carrières, au sens de l'article 4 du code minier. Extraction : argile de l'Albien supérieur Surface totale sollicitée : 151 339m ² Superficie exploitable : 132 139 m ² Quantité maximale à exploiter: 427 500 m ³ ; 727 000 t Production moyenne annuelle : 76 500 t (45 000 m ³) Production annuelle maximale : 119 000 t (70 000 m ³) Redevance :2 (à la date du présent arrêté)	132 139 m ² 727 000 t 119 000 t/an

Article 2 - Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de 10 ans, à dater de la notification du présent arrêté. La remise en état est incluse dans la durée d'autorisation.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de l'autorisation.

Article 3 - Taxe et redevance

L'établissement est assujéti à la taxe générale sur les activités polluantes assise sur la délivrance de l'autorisation visée par le présent arrêté.

L'établissement est également assujéti à la taxe générale sur les activités polluantes perçue pour les activités listées par le décret n° 2000-1349 du 26 décembre 2000. L'exploitation de carrières est assujéti à cette taxe en fonction de la capacité nominale annuelle qui correspond à la production annuelle maximale autorisée. Les coefficients de cette taxe annuelle applicable à la date du présent arrêté sont reportés dans le tableau de l'article 1.

Article 4 - Garanties financières

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé, en référence à l'indice TP01 de 481,6 en juin 2003 :

- pour la première période quinquennale à 118 117 euros T.T.C.,
- pour la deuxième période quinquennale à 168 148 euros T.T.C.,

Ce montant doit être actualisé au moment de la constitution des garanties financières, et au moment du renouvellement de celles-ci, en fonction du dernier indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

L'exploitant adresse au préfet l'attestation de renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L. 514-1 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

La levée de l'obligation des garanties financières est effectuée par arrêté préfectoral lorsque le site est remis en état.

Article 5 - Conformité aux plans et données techniques

L'exploitation de la carrière et des installations connexes doit être conforme aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 6 - Modifications des conditions d'exploitation

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, doit faire l'objet d'une autorisation préalable du préfet du département de la Marne.

Article 7 - Déclaration de début d'exploitation

L'exploitant est tenu d'adresser au préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires, dès qu'ont été mis en place les aménagements préliminaires prévus au titre II permettant la mise en service effective de la carrière (article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977).

La déclaration doit être accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières.

Article 8 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Tout incident ou accident intéressant la sécurité et la salubrité publiques ou du personnel, est immédiatement porté à la connaissance de l'inspection des installations classées : Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement - Subdivision de la Marne - tél. : 03.26.77.33.50.

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (art. 38 du décret du 21 septembre 1977).

Article 9 - Registres et plans

L'exploitant doit établir un plan d'échelle adaptée à la superficie. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- le bornage et les distances permettant de déterminer le périmètre de l'autorisation,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des ouvrages de surface et, s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Article 10 - Renouvellement et fin de travaux

Dans le cas d'un renouvellement, celui-ci doit être sollicité 10 mois avant la date d'échéance de l'autorisation.

Sauf en cas de renouvellement, l'exploitant adresse au préfet du département de la Marne, au moins six mois avant la date d'expiration de la validité de la présente autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de la carrière (accompagné de photos),
- le plan de remise en état définitif,
- un mémoire sur les travaux de remise en état et sur l'état du site.

Article 11 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Article 12 - Préservation du patrimoine archéologique

L'exploitation de la carrière est conditionnée au respect des prescriptions prises par arrêté de la DRAC en date du 10 juillet 2003.

Toute découverte archéologique fortuite doit être immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles Champagne Ardenne.

TITRE II - AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES**Article 13 - Panneaux d'identification**

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 14 - Bornage

L'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation :
à chaque angle du terrain,
- des bornes de nivellement

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 15 - Maîtrise des eaux extérieures

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article 16 - Prévention des nuisances sonores et intégration paysagère

Durant la première année d'exploitation et dès que possible, l'exploitant procède à la mise en place d'un merlon de terre d'au moins 2,5 m de haut afin de limiter les émissions sonores en direction de la ferme des chênes et de l'agglomération d'Arrembécourt.

L'exploitant procède dans le même délai à des plantations de plants d'arbres (de hauteur minimale de 2 m à la plantation) qui seront maintenus pendant toute l'a durée de l'exploitation de la carrière. Ces plantations doivent permettre de masquer le site et former un écran anti-bruit en limite du site côté ferme des chênes.

Article 17 - Utilisation des chemins

L'exploitant doit solliciter l'autorisation d'utiliser les chemins auprès de leur gestionnaire.

Article 18 - Accès à la voirie publique

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique :

- Le débouché de la voie communale sur la RD 396 (territoire de la commune de Margerie Hancourt) devra être aménagé afin de ne pas dégrader la sécurité routière.
- un panneau stop est implanté à l'intersection du chemin communal et de la RD 127;
- le chemin menant à la carrière doit être renforcé et revêtu d'un enduit gravillonné sur une cinquantaine de mètres pour éviter l'apport de boues sur la voie publique.

TITRE III - CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 19 - Phasage

Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées.

L'exploitation de la carrière est divisée en 6 phases successives de durée égale sur 10 ans.

L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.

Par référence aux définitions des valeurs S_1 , S_2 ou S_3 figurant dans l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 10 février 1998 et ayant servi à déterminer le montant des garanties financières pour cette carrière, les valeurs réelles sur la carrière Sr_1 , Sr_2 ou Sr_3 correspondantes doivent respecter les conditions suivantes:

Première tranche quinquennale:

- Sr_1 doit toujours être inférieure à $S_1 = 0,6$ ha,
- Sr_2 doit toujours être inférieure à $S_2 = 3,8$ ha,
- Sr_3 doit toujours être inférieure à $S_3 = 0,12$ ha.

Deuxième tranche quinquennale:

- Sr_1 doit toujours être inférieure à $S_1 = 0,7$ ha,
- Sr_2 doit toujours être inférieure à $S_2 = 5,6$ ha,
- Sr_3 doit toujours être inférieure à $S_3 = 0,15$ ha.

Article 20 - Décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Il doit être en accord avec le plan de phasage.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

La hauteur des tas de terre végétale doit être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques.

Les matériaux de découverte nécessaires à la remise en état et estimés à un volume de 26400 m³ sont conservés.

Article 21 - Limitation de l'extraction

La profondeur moyenne d'extraction est de 6 mètres.

Les cotes minimales NGF d'extraction sont de 120,5 m au sud et 122 m au nord.

Article 22 - Modalités d'extraction

L'extraction est réalisée au moyen d'engins mécaniques. Pendant les phases 4,5 et 6, les matériaux sont évacués par le centre de l'exploitation afin de préserver au mieux la Germandrée des marais des poussières éventuelles.

TITRE IV - PREVENTION DES POLLUTIONS

Article 23 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Article 24 - Prélèvement d'eau

Il n'y a pas de prélèvement d'eau dans l'emprise de la carrière. Pour l'arrosage des pistes, l'exploitant pourra cependant utiliser l'eau du bassin de décantation. En cas de prélèvement d'eau à l'extérieur du site de la carrière, l'exploitant devra veiller à obtenir les accords ou autorisations requises (étangs voisins par exemple).

Article 25 - Prévention des pollutions accidentelles

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Si ces eaux sont ensuite rejetées vers le milieu naturel, elles doivent respecter les valeurs limites de rejet et transiter par un déboureur déshuileur permettant de garantir un rejet contenant moins de 5mg d'hydrocarbures par litre d'eau. Sinon, elles doivent être considérées comme des déchets et être éliminées conformément au présent arrêté.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Pour les eaux usées (lavabos et sanitaires) une fosse étanche doit être mise en place et vidangée par une société spécialisée régulièrement.

Article 26 - Eaux de procédés des installations :

Il n'y a pas de rejet d'eaux de procédé (pas de lavage d'engins en particulier)

Article 27 - Rejets d'eau dans le milieu naturel

Les seuls rejets d'eau autorisés dans le milieu naturel sont les eaux pluviales.

Les eaux transitent avant rejet dans un bassin de décantation de dimension minimale 25m x 25 m pour 1 m de profondeur puis par un déboureur déshuileur.

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,
- la température est inférieure à 30°C,
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105),
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101),
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

L'émissaire est équipé d'un canal permettant la mesure du débit et le prélèvement d'eau pour analyse..

Le rejet des eaux est autorisé au sud de la carrière au point bas vers le fossé des marais.

L'exploitant effectue au moins un prélèvement et une mesure annuelle sur le rejet d'eaux pluviales. Les mesures portent sur les paramètres précédents et sur le débit.

Des contrôles pourront être demandés par l'inspection des installations classées, et ceux-ci seront à la charge de l'exploitant.

Article 28 - Poussières

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Des contrôles pourront être demandés par l'inspection des installations classées, pour déterminer les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses, ceux-ci seront à la charge de l'exploitant.

Pour limiter l'envol des poussières lié aux passages des engins, les pistes sont arrosées si nécessaire.

Article 29 - Déchets

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Les déchets produits dans la carrière (pièce d'usure des engins et des installations, etc.) doivent être stockés dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballages sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994).

Cependant, quelle qu'en soit leur quantité, les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible ; dans le cas contraire, ils doivent être éliminés comme des déchets spéciaux.

Les déchets industriels spéciaux (huiles...) doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

Article 30 - Bruit

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine des bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

L'émergence est la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).

Les zones à émergence réglementées sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté, et leurs parties extérieures éventuellement les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par des installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière puis annuellement. Les habitants des logements de la ferme des chênes sont informés 10 jours à l'avance de la réalisation de ces mesures. En cas de dépassement des valeurs limites, les résultats des mesures sont adressés à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. Les mesures sont effectuées au moins aux points suivants :

- ferme des chênes,
- limite nord de l'agglomération d'Arrembécourt,
- limite de site en deux points.

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article 31 - Transport

Le transport des matériaux au départ de l'exploitation s'effectue par voie routière à raison de 22 camions (soit 44 passages) par jour au maximum.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être sources de nuisances ou dangers (envois de poussières, dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques, détérioration des voies ...). Les dispositions suivantes doivent être réalisées :

- bâchage des bennes, si nécessaire ;
- nettoyage des roues, si nécessaire;
- respect du poids total autorisé en charge.

Il doit être rappelé aux chauffeurs l'importance du respect du code de la route, par exemple par panneau pédagogique à la sortie de la carrière, notamment lors de traversées de zones habitées.

L'itinéraire des camions sera à partir de la carrière se fera via le chemin communal de Margerie à Arrembécourt puis la RD 217 jusqu'à Margerie Hancourt.

Article 32 - Germandrée des Marais et avifaune

Un suivi annuel de la station de la germandrée des marais est assuré par un botaniste professionnel et adressé à la DIREN.

Un état initial et un suivi annuel de l'avifaune (espèces protégées et prioritaires) sera réalisé et adressé à la DIREN et à la Ligue de Protection des Oiseaux. Cet état et ce suivi font l'objet d'un protocole établi par l'exploitant en concertation avec la DIREN et la LPO.

TITRE V - SECURITE

Article 33 - Accès à la carrière

L'accès à la carrière est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.

Article 34 - Bords des excavations

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Article 35 - Sécurité des installations

En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.

Les installations sont conçues de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

Les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément.

Article 36 - Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an.

Ces vérifications font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les déficiences constatées auxquelles il faudra remédier dans les plus brefs délais.

Ces vérifications sont pratiquées par un organisme agréé par le ministre chargé des mines.

Article 37 - Documents sécurité et santé du personnel

Tout exploitant établit et tient à jour un document de sécurité et de santé dans lequel sont déterminés et évalués les risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé. Ce document précise en outre les mesures prises pour assurer la sécurité et la santé du personnel en ce qui concerne la conception, l'utilisation et l'entretien des lieux de travail et des équipements. Le document initial de sécurité et de santé est adressé au préfet au plus tard trois mois avant le début des travaux. (décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières)

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel. Il est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie.

L'exploitant établit les consignes de sécurité que le personnel doit respecter ainsi que les mesures à prendre (arrêt des machines, extinction, évacuation...) en cas d'incident grave ou d'accident. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées à des emplacements judicieux.

Des consignes générales de sécurité écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et l'appel des moyens de secours extérieurs.

L'exploitant informe les services de secours de la mise en exploitation de la carrière et de sa localisation afin de faciliter leur éventuelle intervention. Il leur signale également la fin d'exploitation.

Le personnel travaillant sur le site doit disposer d'un moyen de communication téléphonique.

Article 38 - Incendie et explosion

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ils doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

TITRE VI - REMISE EN ETAT**Article 39 - Conditions de remise en état**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et doit être terminée au plus tard six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La contribution de l'exploitant de carrière à la remise en état des voiries départementales et communales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales.

Article 40 - Nature de la remise en état

L'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre au plan de remise en état annexé au présent arrêté.

La remise en état comporte la mise en œuvre des mesures suivantes :

- suppression des installations de traitement des matériaux, des rampes d'accès, des pistes de circulation, de toutes les structures,
- nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et débris divers,
- les bassins de décantation sont curés, les produits de curage sont uniformément épandus sur le site,
- mise en sécurité des fronts de taille par talutage à 30°.
- régilage d'une épaisseur moyenne de 20 cm de terre végétale sur l'ensemble de la surface,
- les plantations d'espèces locales définies en accord avec la DDAF sont réalisées. A ces endroits, de la terre végétale est régilée sur 1 m d'épaisseur afin d'assurer la reprise des plantations. Les plantations de peupliers sont proscrites. Il n'est pas planté d'arbres le long de l'étang des grandes Couées en rive nord afin de préserver le milieu de la germandrée des marais.

Article 41 - Notification phase remise en état

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état à l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 42 - Remblais

Il n'y a pas d'apport extérieurs de matériaux de remblai.

L'accès de la carrière est strictement contrôlé et des moyens efficaces interdisant l'accès des véhicules en dehors des heures d'ouverture sont mis en place.

TITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 43 - Sanctions

Sans préjudice des sanctions de toute nature prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues par le code de l'environnement et par le code minier.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L. 514-11 du code de l'environnement.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène ou d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du code minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Article 44 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet de la part du demandeur, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie et du développement durable, direction de l'environnement industriel - bureau du contentieux - 20 avenue de Ségur 75302 - Paris 07 SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du lycée 51036 Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 45 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 46 - Publication de l'autorisation

Le présent arrêté sera inséré au Recueil des actes administratifs. Un extrait en sera publié par les soins de la préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans un journal régional ou local, diffusé dans tout le département et affiché par les soins du maire de la commune de Margerie Hancourt.

Article 47 - Ampliation

MM le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Mme la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne-Ardenne, et le maire de la commune de Margerie Hancourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, à Madame le Sous-Préfet de Vitry le François, MM. le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur régional des affaires culturelles, le directeur régional de l'environnement et le chef du service départemental de l'architecture.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à M. Martin de la société Argidec.

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet

L'attaché principal, chef de bureau



Eric DHELLEMME

Châlons en Champagne, le 15 avril 2004

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général

Signé Bernard LE MENN

TABLE DES MATIERES

TITRE I - PRESCRIPTIONS GENERALES	2
Article 1 - Autorisation d'exploiter	2
Article 2 - Durée de l'autorisation	3
Article 3 - Taxe et redevance	3
Article 4 - Garanties financières	3
Article 5 - Conformité aux plans et données techniques	3
Article 6 - Modifications des conditions d'exploitation	4
Article 7 - Déclaration de début d'exploitation	4
Article 8 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	4
Article 9 - Registres et plans	4
Article 10 - Renouvellement et fin de travaux	4
Article 11 - Contrôles et analyses	4
Article 12 - Préservation du patrimoine archéologique	5
TITRE II - AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES	5
Article 13 - Panneaux d'identification	5
Article 14 - Bornage	5
Article 15 - Maîtrise des eaux extérieures	5
Article 16 - Prévention des nuisances sonores et intégration paysagère	5
Article 17 - Utilisation des chemins	5
Article 18 - Accès à la voirie publique	5
TITRE III - CONDUITE DE L'EXPLOITATION	6
Article 19 - Phasage	6
Article 20 - Décapage	6
Article 21 - Limitation de l'extraction	6
Article 22 - Modalités d'extraction	6
TITRE IV - PREVENTION DES POLLUTIONS	7
Article 23 - Dispositions générales	7
Article 24 - Prélèvement d'eau	7
Article 25 - Prévention des pollutions accidentelles	7
Article 26 - Eaux de procédés des installations :	7
Article 27 - Rejets d'eau dans le milieu naturel	7
Article 28 - Poussières	8
Article 29 - Déchets	8
Article 30 - Bruit	9
Article 31 - Transport	10
Article 32 - Germandrée des Marais et avifaune	10
TITRE V - SECURITE	10
Article 33 - Accès à la carrière	10
Article 34 - Bords des excavations	10
Article 35 - Sécurité des installations	11
Article 36 - Matériel électrique	11
Article 37 - Documents sécurité et santé du personnel	11
Article 38 - Incendie et explosion	12
TITRE VI - REMISE EN ETAT	12
Article 39 - Conditions de remise en état	12
Article 40 - Nature de la remise en état	12
Article 41 - Notification phase remise en état	12
Article 42 - Remblais	12
TITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES	13
Article 43 - Sanctions	13
Article 44 - Recours	13
Article 45 - Droits des tiers	13
Article 46 - Publication de l'autorisation	13
Article 47 - Ampliation	13